

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR UN PROJET
D'ATTRIBUTION D'UNE AUTORISATION D'UTILISATION DE
FREQUENCES RADIOELECTRIQUES A LA SOCIETE INMARSAT
GLOBAL LIMITED POUR ETABLIR ET EXPLOITER UN RESEAU
OUVERT AU PUBLIC DU SERVICE FIXE PAR SATELLITE AFIN DE
FOURNIR DES SERVICES DE COMMUNICATIONS POUR DES
STATIONS TERRIENNES EN MOUVEMENT (ESOMPS)

12 MAI 2025

VERSION PUBLIQUE

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Remarques liminaires

Orange remercie l'Arcep de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires à propos du projet d'attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Inmarsat Global Limited pour établir et exploiter un réseau ouvert au public du service fixe par satellite afin de fournir des services de communications pour des stations terriennes en mouvement (ESOMP).

En effet, l'Arcep projette d'autoriser la société Inmarsat Global Limited à utiliser des fréquences radioélectriques des bandes 27,5-30 GHz (sens Terre vers espace) ainsi que des bandes 17,3-20,2 GHz (sens espace vers Terre) pour établir et exploiter un réseau ouvert au public du service fixe par satellite afin de fournir des services de communications pour des stations terriennes installées sur des plateformes mobiles (ESOMPs), fonctionnant avec un système à satellite géostationnaire du service fixe par satellite.

Question : Quelles sont vos observations sur ce projet d'autorisation d'utilisation de fréquences ?

Il convient de noter que si le terme ESOMP (Earth Stations On Mobile Platforms) est utilisé dans la décision ECC (13)01, (approuvée le 8 mars 2013 et amendée le 2 juillet 2021), le terme ESIM (Earth Station In Motion) remplace le terme ESOMPs depuis la CMR-15.

Orange note que la taille des stations terriennes ESIM serait désormais comparable à celle d'un PC portable, ce qui rend de plus en plus perméable la frontière entre l'usage fixe, nomade et mobile.

Dans ces conditions, au-delà de l'étude de marché qu'Orange appelle de ses vœux depuis les consultations de 2022, Orange estime que des usages ESIM tendant vers la mobilité sont susceptibles d'occasionner des difficultés de coexistence avec les systèmes radioélectriques autorisés à recevoir dans les bandes de fréquences dans lesquelles émettent les ESIMs.

Afin de garantir un usage efficace du spectre, l'Arcep devra assurer que sur l'ensemble des territoires concernés, les conditions d'utilisation des terminaux de Inmarsat Global Limited puissent réellement éviter d'occasionner tout brouillage préjudiciable. Cela est d'autant plus critique que ces terminaux ne font l'objet d'aucune déclaration individuelle et donc d'aucune coordination. Sur le terrain, il sera probablement impossible d'apporter des mesures correctives *a posteriori* pour faire cesser un brouillage préjudiciable occasionné par une station terrienne en mobilité ou en mouvement.

Orange note que l'Arcep indique dans les motifs de son projet de décision :

« A cet égard, l'Autorité rappelle que la société Inmarsat Global Limited est soumise au respect des conditions attachées à la présente autorisation et, en tant qu'exploitant de réseau ouvert au public et fournisseur de services de communications électroniques au public, est notamment tenue de respecter les obligations liées à l'exercice d'une activité d'opérateur définies à l'article L. 33-1 du CPCE ».

[SDA]